



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 40910-1  
portant modification de l'autorisation d'exploiter de la SCEA DU CHESNOT  
située au lieu-dit « Le Chesnot », sur la commune de BREAL-SOUS-MONTFORT**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

- Vu** la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, appelée directive IED ;
- Vu** la décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le décret n° 2017-849 du 9 mai 2017 modifiant les dispositions réglementaires du code de l'environnement relatives aux installations mentionnées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu** le code de l'environnement, et notamment son titre 1er du livre V ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 modifié, relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2102 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 26 juin 2015, établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017, relatif à l'approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le préfet coordonnateur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018, établissant le 6<sup>ème</sup> programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** la lettre instruction du préfet de région du 30 novembre 2010 ;
- Vu** l'arrêté d'autorisation n° 26368 du 18 mars 1996, modifié le 03 décembre 2004, délivré à l'EARL JOUANOLLE pour l'exploitation d'un élevage de porcs au lieu-dit « Le Chesnot » à BREAL-SOUS-MONTFORT (35310) ;
- Vu** le récépissé de déclaration de succession n° 28903 du 1<sup>er</sup> mars 1999 délivré à la SCEA DU CHESNOT pour l'exploitation de l'élevage susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral modificatif n°40910 du 15 avril 2013 autorisant la SCEA DU CHESNOT à exploiter un élevage de porcs au lieu-dit « Le Chesnot » sur la commune de BREAL-SOUS-MONTFORT ;
- Vu** la demande présentée le 22 janvier 2021 par la SCEA DU CHESNOT, en vue de la restructuration de l'élevage susvisé et de la mise à jour du plan d'épandage ;
- Vu** les plans joints à la demande ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 juin 2021 ;

**Vu** le courrier du 20 juillet 2021 par lequel la SCA DU CHESNOT a été invitée à présenter ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été notifié le 22 juillet 2021 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que les effectifs demandés sont inclus dans la rubrique 3660-b de la nomenclature des installations classées ;
- que le projet ne prévoit aucune construction nouvelle ;
- que les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé sont respectées ;
- que le plan d'épandage des effluents d'élevage est établi dans le respect des principes de l'équilibre de la fertilisation pour les éléments azote et phosphore ;
- que les prescriptions liées aux épandages sont respectées ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L. 511-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant permettront de limiter les nuisances olfactives et sonores ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures de gestion environnementale, tracées par des enregistrements, des mesures alimentaires efficaces pour réduire les quantités d'azote et de phosphore rejetées par les animaux, ainsi que les meilleures techniques disponibles pour la conception du logement, pour la réduction de la consommation d'eau et d'énergie, pour le stockage des effluents et le traitement des effluents à l'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant doit prendre toutes dispositions permettant de réduire les émissions provenant des effluents d'élevage dans le sol et les eaux souterraines en équilibrant la quantité d'effluents avec les besoins prévisibles de la culture pour l'ensemble des éléments fertilisants apportés, qu'ils soient sous forme organique ou minérale ;

**CONSIDÉRANT** en particulier que les parcelles du plan d'épandage situées dans la zone NATURA 2000 de la Vallée du Canut, et à proximité, ou dans la zone ZNIEFF1 des Landes de la Briantais, sont exclues de tout apport d'effluents et maintenues en prairie fauchée ;

**CONSIDÉRANT** en particulier que le parcellaire du plan d'épandage est suffisamment éloigné de la ZNIEFF de la Roche du Bois et des Gravières du sud de Rennes, de toute zone périmètre de protection de captage d'eau potable et de toute zone humide ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions du 6ème programme d'actions au titre de la directive nitrate s'appliquent à toutes les exploitations ;

**CONSIDÉRANT** que, par un courriel du 26 juillet 2021, l'exploitant a indiqué n'avoir aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été notifié ;

**Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;**

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 40910 modificatif du 15 avril 2013 susvisé est modifié comme suit :

**« Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

**Exploitant titulaire de l'autorisation**

La SCEA DU CHESNOT, dont le siège social se situe au lieu-dit « Le Chesnot » à BREAL-SOUS-MONTFORT est autorisée à exploiter un élevage de porcs situé au lieu-dit « Le Chesnot » à BREAL-SOUS-MONTFORT. »

## **Article 2 :**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 40910 modificatif du 15 avril 2013 susvisé est modifié comme suit :

### **« Article 2 :**

#### **Article 2.1. : Nature et localisation des installations**

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil de la rubrique	Critère de classement	Nature de l'installation	Volume autorisé
3660	b	A	Élevage intensif de porcs à l'engrais	> 2000	Emplacement	Engraissement	2520
2102	1	E	Élevage de porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc.)	> 450	Animaux équivalents	Naissage Post-sevrage	2458

**\*A : Autorisation / E : Enregistrement**

Type d'animal	Nombre
Reproducteurs (truies + verrats) : comptent pour 3 animaux-équivalents (Truies = femelles saillies ou ayant mis bas / Verrats = mâles utilisés pour la reproduction)	666
Porcelets sevrés de moins de 30 kg : comptent pour 0,2 animal-équivalent	2000
Autres porcs (Porcs à l'engrais - Jeunes femelles) comptent pour 1 animal-équivalent	2520 + 60

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

#### **Article 2.2. : Situation de l'établissement**

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelle et lieu-dit suivant :

Commune	Parcelle	Lieu-dit
BREAL-SOUS-MONTFORT	Section ZV : 120, 122, 123, 220 et 221	« Le Chesnot »

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et documents joints à la demande.

L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé.

#### **Article 2.3. : Consistance des installations autorisées**

##### **Mode et type d'alimentation :**

L'alimentation sera de type biphasé avec présence de phytases.

Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégories d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant 5 ans.

En cas de non-respect des références « biphase Corpen », le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage autorisé, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

#### Stockage des aliments :

Les stockages de produits pulvérulents seront confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation (transvasement, transport de produits pulvérulents) seront munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration seront raccordés à une installation de dépoussiérage, en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les équipements et aménagements correspondants satisferont par ailleurs la prévention des risques d'accident, d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...). »

### **Article 3 :**

L'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 40910 modificatif du 15 avril 2013 sus-visé est modifié comme suit :

#### « Article 4 :

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure. »

### **Article 4 :**

L'article 8, alinéas 2 et 3 de l'arrêté préfectoral n° 40910 modificatif du 15 avril 2013 susvisé est modifié comme suit :

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. Elle s'appuie à cet effet sur le document de référence disponible dans l'Union Européenne à savoir le BREF-élevages intensifs. »

### **Article 5 :**

Les articles 9 à 17, et 19 à 35 de l'arrêté préfectoral n° 40910 modificatif du 15 avril 2013 sus-visé sont abrogés.

### **Article 6 : Voies et délais de recours :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes (3, Contour de la Motte - 35044 RENNES Cedex), ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen », accessible par le site <https://www.telerecours.fr> :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de 4 mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa du présent article peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 7 : Publicité**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de BREAL-SOUS-MONFORT pendant une durée minimum d'un mois et peut y être consulté.

L'arrêté est également publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 8 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la SCEA DU CHESNOT et au maire de la commune de BREAL-SOUS-MONTFORT.

Fait à Rennes,

Pour le préfet,  
Le secrétaire général

Le 30/08/2021



Ludovic GUILLAUME